



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant modification des conditions d'exploitation des installations de fabrication et de transformation de polystyrène expansé de la société KNAUF SUD, situées 37 route de la Salvetat, Z.I En Jacca à Colomiers**

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, L. 511-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2910 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013, modifié et complété en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2022, autorisant la société KNAUF SUD-OUEST à Colomiers, Z.I En Jacca, 37 chemin de la Salvetat ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 4 février 2021, délivré à la société KNAUF SUD ;

Vu le dossier de porter à connaissance relatif aux modifications envisagées sur le site KNAUF SUD, transmis par courriels des 2 décembre 2022 et 4 janvier 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 22 juin 2023 ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants ;

Considérant que le recours au fioul domestique pour alimenter la chaudière du site n'est réalisé qu'en cas de pénurie de gaz naturel ;

Considérant que le nouveau réservoir de fioul domestique mis en place est de faible capacité ;

Considérant qu'au travers du porter-à-connaissance susvisé, établi conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, la société KNAUF SUD a procédé à une analyse des effets et des impacts potentiels sur l'environnement et des risques pour les tiers de son projet ;

Considérant que la modification envisagée n'augmente pas substantiellement les rejets ou nuisances liées aux installations, ni les conclusions de l'étude de dangers du site ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale afin d'intégrer les modifications présentées dans le porter à connaissance susvisé ;

Considérant l'absence de soumission du porter-à-connaissance à l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que l'établissement reste soumis aux règles de procédure de l'autorisation définies au titre VIII du livre Ier du code de l'environnement, compte-tenu de l'absence de demande de l'exploitant, à ce jour, de gérer ses installations selon les règles de procédure de l'enregistrement dont relève désormais le site ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de la société KNAUF Sud à Colomiers par courriel en date du 30 juin 2023, notifié le 3 juillet 2023, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que la société KNAUF SUD n'a pas émis d'observations dans le délai imparti ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup> :** Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société KNAUF SUD, à Colomiers (31770), 37 route de la Salvetat, Z.I En Jacca, sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

Ces dispositions sont prescrites en complément des prescriptions techniques imposées par l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 modifié et complété susvisé.

**Art. 2. :** Le tableau de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013, modifié et complété, est abrogé et remplacé par le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime en vigueur	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation ou substance	Volume autorisé
2940-2-a	E	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé» (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :</p> <p>a) Supérieure à 100 kg/ j</p>	<p>Hall n° 7 : 1 ligne de complexage employant au maximum 700 kg de colles vinyliques contenant moins de 10 % de solvants organiques (colle de type B)</p>	Q = 700/2, soit 350 kg/j
2661-1-b	E	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <p>1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j</p>	<p>Hall n° 15 : Installations d'expansion et moulage des blocs de PSE</p> <p>Hall n° 7 : Lignes et machines de découpe au fil à chaud</p>	40t/ jour
2663-1-a	E	<p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 :</p> <p>1. A l'état alvéolaire ou expansé (tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.), le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 2 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>Hall n° 18 : Polystyrène en billes expansées et matière régénérée : 4 930 m<sup>3</sup></p> <p>Halls n° 9 et 16 : Polystyrène en bloc : 11 200 m<sup>3</sup> (hall n°9) et 2 500 m<sup>3</sup> (hall n° 16)</p> <p>Auvent n° 20 : Produits finis (polystyrène en plaques), produits de négoce : 16 000 m<sup>3</sup></p>	43 320 m <sup>3</sup>

			<p>plateforme logistique extérieure du site B : Produits finis (polystyrène en plaques) et produits de négoce : 7 490 m<sup>3</sup> répartis comme suit : - Pavé B : 2 400 m<sup>3</sup> ; - Pavé D : 2 600 m<sup>3</sup> ; - Pavé W : 2 490 m<sup>3</sup>.</p> <p>Auvents extérieurs des halls n° 3 et 4 : Produits finis (polystyrène en plaques) et produits de négoce : 1 200 m<sup>3</sup> répartis comme suit : - auvent extérieur du hall n° 3 : 600 m<sup>3</sup> ; - auvent extérieur du hall n° 4 : 600 m<sup>3</sup>.</p>	
1414-3	DC	Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés  3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	1 poste de distribution de GPL pour le remplissage des réservoirs des engins de manutention.	
2661-2-b	D	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :  2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :  b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j	Hall n° 7 et local n° 17 du hall n° 7 : Installation de broyage des chutes techniques et rebuts de découpe.	10 t/jour
2662-2	D	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.  Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Dépôt de polystyrène expansible (matières premières) : • auvent n° 14 ; • site B : plateforme extérieure.	950 m <sup>3</sup>
2714-2	D	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de	Stockage de déchets de polystyrène	550 m <sup>3</sup>

		<p>déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>externes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 50 m<sup>3</sup> à broyer avant intégration dans le procédé ;</li> <li>- 400 m<sup>3</sup> à broyer/compacter pour valorisation externe sous l'auvent n° 20 ;</li> <li>- 100 m<sup>3</sup> de matériaux compactés stockés en extérieur (Pavé B de la plateforme extérieure du site B).</li> </ul>	
2791-2	DC	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>2. Inférieure à 10 t/j.</p>	<p>Hall n° 7 : Installation de broyage/ compactage de déchets pour valorisation externe</p>	4 t/j
2910-A-2	DC	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p> <p>(*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du</p>	<p>Hall n° 11 : Chaudière de production de vapeur équipée d'un brûleur mixte pouvant fonctionner : - soit au gaz naturel - soit au fioul domestique</p> <p>Le fioul domestique n'est utilisé qu'en cas de pénurie dans l'approvisionnement en gaz naturel</p>	<p>Puissance thermique totale 3,5 MW</p>

		25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.		
1530	NC	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public.	Dépôt de cartons	Quantité stockée : 30 m <sup>3</sup>
1532	NC	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :	Dépôt de palettes bois (30 m <sup>3</sup> ) et de cales de bois (100 m <sup>3</sup> )	Quantité stockée : 150 m <sup>3</sup>
2663-2	NC	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques	Dépôt de films plastiques d'emballage	Quantité stockée : 100 m <sup>3</sup>
4718	NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)	1 cuve de propane liquéfié	Quantité : 2 t

(1) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, DC : déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement

**Art. 3. :** Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du porter à connaissance susvisé, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers et études déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent, par ailleurs, les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Les installations, objet du porter-à-connaissance susvisé, respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2910.

**Art. 4. :** période de fonctionnement de la chaudière avec du fioul domestique

L'alimentation de la chaudière en fioul domestique n'est autorisée qu'en cas de pénurie dans l'approvisionnement en gaz naturel.

**Art. 5. : Conduits et installations raccordées**

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 modifié et complété sont remplacées par les dispositions suivantes :

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible
A.01	Chaudière vapeur (local 11)	3 500 kW	- Gaz naturel - Fioul domestique : uniquement en cas de pénurie dans l'approvisionnement en gaz naturel
A.02	Expanseur – cuve d'expansion (hall 15)	-	-
A.03	Expanseur – sortie cuve d'expansion (hall 15)	-	-
A.04	Expanseur – lit fluidisé (hall 15)	-	-
A.05	Moule à blocs M01 (hall 15)	-	-
A.06	échappements des pompes à vide du moule à bloc M01	-	-
A.07	Moule à bloc MO2	-	-

**Art. 6. : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques**

Les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013, modifié et complété, sont remplacées par les dispositions suivantes :

- Conduits n°A.02 à A.06 :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression
- (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous :

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduits n°A.02 à A.06
Poussières	100

- Conduit A01 :

Les rejets issus de l'installation doivent respecter les valeurs limites fixées par les dispositions de l'article 6.2.4 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2910, en considérant :

- pour le fonctionnement au gaz naturel : les valeurs limites applicables aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à l'exception des NOx. Pour les NOx, la valeur limite à respecter est de 120mg/Nm<sup>3</sup> ;
- pour le fonctionnement au fioul domestique : les valeurs limites applicables aux installations de combustion nouvelles.

**Interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz naturel de la chaudière**

L'exploitant peut, pour une période limitée à dix jours, ne pas respecter les valeurs limites d'émission en SO<sub>2</sub>, NOx et poussières dans le cas où la chaudière qui n'utilise que du gaz

naturel doit exceptionnellement avoir recours à du fioul domestique en raison d'une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz et devrait de ce fait être équipée d'un dispositif d'épuration des gaz résiduels. Il en informe immédiatement le préfet.

Cette période de dix jours peut être prolongée après accord du préfet s'il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique.

**Art. 7.** – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Art. 8.** – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement.

**Art. 9.** – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

**Art. 10.** – Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Colomiers et peut y être consultée par tout intéressé.

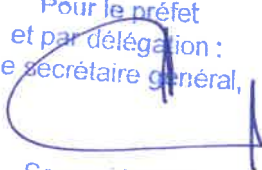
Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Colomiers pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

**Art. 11.** – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Colomiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société KNAUF SUD.

Fait à Toulouse, le

7 AOUT 2023

Pour le préfet  
et par délégation :  
Le secrétaire Général,  
  
Serge JACOB